



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités territoriales

Bureau du développement durable

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Société de distillerie Warenghem à Lannion

le Préfet des Côtes d'Armor

VU le Code de l'environnement, parties législative et réglementaires, relatif aux installations classées pour la protection de l'Environnement, et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU le récépissé de déclaration du 17 août 1972 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 autorisant la société SAS Distillerie WARENGHEM à exploiter sur la commune de Lannion, route de Guingamp, un établissement spécialisé dans la fabrication de whiskys ;

VU la demande présentée le 12 juin 2017 par la société Distillerie WARENGHEM SAS en vue d'être autorisée à étendre son établissement de Lannion par la construction d'un chai supplémentaire et d'un parking VL ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Côtes d'Armor par courrier du 07 septembre 2017 ;

VU le rapport de l'Inspection de l'Environnement en date du 8 février 2018

VU l'avis du CODERST en séance du 23 février 2018 ;

VU le projet d'arrêté porté le 26 février 2018 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par courrier électronique des 13 et 15 mars 2018 par le demandeur sur ce projet en date du 26 février 2018 ;

CONSIDERANT les modifications de classement des activités au regard de l'actuelle nomenclature des installations classées en raison de l'évolution de la nomenclature des Installations Classées ;

CONSIDERANT les modifications apportées au site courant 2011-2012, par la création d'une cuve d'homogénéisation des eaux industrielles et d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie ;

CONSIDERANT la mise à jour de la convention de déversement entre la Distillerie Warenghem SAS et Lannion-Trégor Communauté en date du 16 janvier 2018 ;

CONSIDERANT les projets en cours d'étude par la distillerie en vue de valoriser les fonds d'alambic issus de la 1ère distillation et les discussions en cours entre la distillerie et Lannion-Trégor Communauté pour modifier la convention de déversement des effluents ;

CONSIDERANT de ce fait la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables au site ;

- CONSIDERANT la demande d'extension du site présentée par l'exploitant dans son dossier du 12 juin 2017, notamment la construction d'un nouveau chai de 2 cellules de 600 m² chacune ;
- CONSIDERANT que les modifications projetées n'ont pas d'impact sur le classement ICPE du site, le site étant déjà soumis à autorisation pour le stockage d'alcool ;
- CONSIDERANT que le principal risque lié à cette extension est l'incendie des cellules de stockage d'alcool du chai ;
- CONSIDERANT les dispositions organisationnelles, préventives et constructives prises par l'exploitant pour éviter et/ou réduire les effets d'un risque d'incendie, notamment la construction du chai en parois REI240, la mise en place d'un dispositif « étouffoir » en amont du bassin de confinement, la construction d'une réserve incendie, la mise en place d'une réserve d'émulseur ;
- CONSIDERANT qu'avec les mesures prises, les effets létaux et irréversibles des flux thermiques d'un incendie du nouveau chai sont contenus dans les limites de propriété du site ;
- CONSIDERANT que la mise en place d'un merlon de 4,5m de haut en limite de propriété Nord du site permet de contenir les effets létaux et irréversibles des flux thermiques d'un incendie du chai existant dans les limites de propriété du site ;
- CONSIDERANT de ce fait que les mesures prises permettent de maîtriser le risque incendie du nouveau chai et d'améliorer la maîtrise des effets du risque incendie sur le chai existant ;
- CONSIDERANT que le milieu environnant présente une faible sensibilité écologique ;
- CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 susvisé conclut à la dispense de la production d'une étude d'impact ;
- CONSIDERANT que l'absence de modification du classement ICPE du site, la dispense d'étude d'impact au titre de l'article R.122-3 de l'étude d'impact, les mesures prises pour maîtriser les risques et impacts liés aux extensions, la réduction des effets thermiques d'un incendie du chai existant, la faible sensibilité écologique du milieu environnant permettent de considérer ces modifications comme non substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code l'Environnement ;
- CONSIDERANT que les modifications prévues nécessitent toutefois l'adaptation et le renforcement de quelques prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 ;
- CONSIDERANT que l'article R.181-45 du Code de l'Environnement susvisé permet de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

Titre 1 – porté de l'arrêté de prescriptions et conditions générales

Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée de l'arrêté de prescriptions

Article 1.1.1. Exploitant

La société Distillerie WARENGHEM SAS est autorisée à étendre le site qu'elle exploite route de Guingamp à Lannion, par la construction d'un chai supplémentaire et d'un parking pour véhicules légers, conformément au dossier déposé le 12 juin 2017 et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1. 2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

L'article 1.1.2. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les prescriptions annexées au récépissé de déclaration du 17 août 1972 sont remplacées par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 modifié par le présent arrêté. »

Chapitre 1.2. Nature des installations

Article 1.2.1. liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation - Volume autorisé	Classement
« 4755-2-a	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m³ [et inférieure à 5000 t]	Chai existant : 610 m³ Chai supplémentaire : 2 x 600 m³ Total : 1 810 m³	Autorisation
2250-3	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 3. supérieure à 0,5 hl/j, mais inférieure ou égale à 30 hl/j	12 hl/j	Déclaration
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	volume stocké : 30 t de matières premières	Non Classé
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m³	volume stocké : 50 m³ de cartons	Non Classé
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 100 kW	67 kW	Non Classé
2910-A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes la puissance thermique nominale de l'installation étant inférieure à 2 MW	1 chaudière gaz de 1 100 kW	Non Classé
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d) La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	puissance totale de charge : 11,8 kW	Non Classé

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation - Volume autorisé	Classement
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales la capacité de production étant inférieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	production inférieure à 300 t/j	Non Classé
4802-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg	quantité de fluide réfrigérant R407C : 27,5 kg	Non Classé »

Article 1.2.2. Situation du site

L'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Commune	Section	Parcelles	Surface
Lannion, lieux-dits Boutill et Rest-Alvez	BY	52, 53, 56, 57, 246, 247	20 204 m ² »
	O	556, 559, 1493, 1495, 1544, 1547, 1549, 1554	

Chapitre 1.3. réglementation applicable

Le chapitre 1.8. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est complété par les dispositions suivantes :

« Les installations relevant de la rubrique n°2250 de la nomenclature des installations classées doivent se conformer à l'arrêté ministériel du 25/05/12 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2250 (production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole) dans les conditions précisées en annexes III et IV de ce même arrêté ministériel. »

Titre 2- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 2.1. Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet

Article 2.1.1 : identification des effluents

L'article 4.3.1. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux pluviales aboutissant au fossé de Rest-Alvez, affluent du Léguer,
- eaux pluviales du nouveau parking VL au Sud-Ouest du site,
- eaux usées industrielles,
- eaux vannes. »

Article 2.1.2. : Localisation des points de rejets

L'article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« N° de rejet	1	2	3	4
Nature des effluents	eaux pluviales de toiture et de voiries (sauf celles du nouveau parking) + eaux de refroidissement	eaux pluviales du nouveau parking VL au Sud-Ouest du site	eaux usées industrielles (eaux issues du nettoyage des ateliers + eaux issues du processus de fabrication des produits, brasseries, résidus de distillation)	eaux domestiques
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	séparateur d'hydrocarbures puis bassin de rétention situé au Sud-Est du site	noue à macrophytes	cuve de 30 m ³ d'homogénéisation (présence d'un agitateur) et de régulation des débits	-
Exutoire du rejet	milieu naturel : fossé de Rest-Alvez, affluent du Léguer	réseau communal	réseaux d'eaux usées de la commune de Lannion puis station d'épuration urbaine	réseaux d'eaux usées de la commune de Lannion puis station d'épuration urbaine »

Article 2.1.3. : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'article 4.3.13. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets n°1 et 2 identifiés à l'article 4.3.5. ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites (mg/l)
DCO	125
Hydrocarbures	5
MES	35

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. »

Article 2.1.4. : Valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles

L'article 4.3.14. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)
Les valeurs limites à respecter sont celles définies dans la convention de déversement en vigueur convenue entre la société WARENGHEM et Lannion-Trégor Communauté. »

Titre 3 – Prévention des risques technologiques

Chapitre 3.1. : Infrastructure et installations

Article 3.1.1. : Accessibilité des secours

L'article 7.3.1. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.

Le nouveau chai à 2 cellules est desservi par une voie échelle permettant l'accès au secours sur 3 de ses façades Nord, Sud et Est. »

Article 3.1.2. : Contrôle des accès

L'article 7.3.1.1. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est complété par les dispositions suivantes :

« A ce titre, le site est efficacement ceinturé sur l'ensemble de son périmètre, par des haies, des merlons ou une clôture. L'accès est par ailleurs limité et muni d'une barrière maintenue fermée en dehors des heures de production. »

Article 3.1.3. : Protection contre la foudre

L'article 7.3.4. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. »

Chapitre 3.2. Prévention des pollutions accidentelles

Article 3.2.1. : Rétention

L'article 7.6.3. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est complété par les dispositions suivantes :

« A ce titre, les stockages du nouveau chai à 2 cellules sont associés au bassin de rétention du site. »

Chapitre 3.3. : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 3.3.1. : Ressource en eau et mousse

L'article 7.7.4. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
 - d'extincteurs, en quantité et qualité adaptée à chaque zone concernée, répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les installations disposent d'un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau ;

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés à moins de 200 mètres de l'entrée des cellules, permettant de fournir un **débit minimal simultané de 95 mètres cubes par heure** pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours ;
- d'une réserve d'eau d'au moins **350 mètres cubes** destinée à l'extinction, en complément des appareils incendie ci-dessus. Elle doit être accessible en toutes circonstances, distante d'au moins 10 mètres des bâtiments à protéger sans excéder 1000 mètres du point à défendre par voie carrossable. Cette réserve doit être signalée. Elle doit disposer d'une aire de stationnement de 32 m² (8x4) permettant la mise en aspiration d'un engin incendie ou de 12 m² (4x3) et des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ;
- d'une réserve de **7 200 L d'émulseur**.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »

Article 3.3.2. : Consignes de sécurité

A la fin de l'article 7.7.5. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est ajouté l'alinéa suivant :

« - une procédure de prévention en cas d'orage, interdisant notamment l'accès en toiture et la réalisation de travaux électriques pendant un orage. »

Article 3.3.3. : Bassin de confinement

L'article 7.7.8.2. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est complété par les dispositions suivantes :

« A ce titre, la distillerie dispose d'un bassin de confinement étanche d'un volume de 840 m³, dont 148 m³ maximum sont occupés en permanence par l'eau utilisée pour le refroidissement et d'un dispositif « étouffoir » de 150 m³, permettant ainsi de confiner au total 840 m³.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie des chais sont dirigées vers un dispositif « étouffoir » anti-feu de 150 m³ avant de rejoindre le bassin de rétention de 840 m³. Les 2 chais (existant + nouveau) sont connectés à ce dispositif « étouffoir ».

Le bassin de confinement est équipé avant rejet au milieu naturel d'une vanne manuelle permettant de confiner les eaux en cas d'incident.

Les canalisations reliant le nouveau chai à 2 cellules au réseau de récupération des eaux d'extinction sont munies de regards siphoniques empêchant le retour des vapeurs vers ce chai. »

Titre 4 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Le titre 8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre 8.1. Nouveau chai à 2 cellules

Article 8.1.1. Implantation

Le chai supplémentaire situé au Nord-Ouest du site est implanté à au moins 7 m des limites de propriété et 10 m des bâtiments existants.

Article 8.1.2. Dispositions constructives

Ce chai comprend 2 cellules de stockage de 600 m² chacune, avec un seul niveau de stockage.

Il présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Les murs extérieurs et la paroi séparative entre les 2 cellules sont construits en matériaux de classe A1 (incombustible) et REI 240.
- Le mur séparant les 2 cellules dépasse d'au moins un mètre de la toiture.
- L'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu de 15 min au minimum.
- La couverture est en matériaux A2s3d0 (M1), à l'exception des systèmes d'évacuation des fumées. Le chai possède une toiture métallique multicouche avec protection au feu sur 5 m de part et d'autre du mur séparatif REI240.
- Les portes extérieures du chai sont EI120, s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables en toutes circonstances. Ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés ou non.
- Aucune porte n'est présente entre les deux cellules du chai supplémentaire.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.3. Aménagement des stockages

Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues soient largement dégagées.

L'implantation des stockages permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, l'aménagement des installations de stockage respecte les dispositions suivantes :

- allée principale (centrale ou latérale) : largeur minimale de 2m ;
- installations de stockage (rack, rangée de tonneaux, etc.) : la profondeur par rapport à une allée principale n'excède pas 15m.

Article 8.1.4. Effet domino

Afin d'éviter tout effet domino, aucun stockage de matières combustibles doit être réalisé à moins de 3 m du nouveau chai.

Article 8.1.5. Désenfumage

Le nouveau chai est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture)
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération.
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige.
- classe de température ambiante T(00).
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Chapitre 8.2. Isolement du site

Des merlons de 4,5 m de haut sont mis en place en limite de propriété Nord du site, et entre le nouveau chai et la limite de propriété Ouest et Sud, conformément au plan de masse annexé au présent arrêté.

L'exploitant doit veiller à l'entretien de ces merlons. »

Titre 5 – Surveillance des émissions et de leurs effets

Chapitre 5.1. Autosurveillance des eaux résiduaires

Article 5.1.1. : fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

L'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions minimales suivantes de surveillance de la qualité des rejets aqueux sont mises en œuvre :

Point de rejet n°1 et 2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.) :

Paramètres	Type de suivi (ponctuel, moyen 24h00, ...)	Fréquence
MES	Ponctuel	Annuelle
Hydrocarbures totaux	Ponctuel	Annuelle

Point de rejet n°3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.) :

Les fréquences de suivi à respecter sont celles définies dans la convention de déversement en vigueur convenue entre la société WARENGHEM et Lannion-Trégor Communauté. »

Titre 6 – Modalités d'application et sanctions

L'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraîne l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Chapitre 6.1 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Lannion et pourra y être consultée ;

2° Cet arrêté sera affiché à la mairie de Lannion pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant une durée minimale d'un mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Chapitre 6.2. : délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

Chapitre 6.3. : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Lannion, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le **23 AVR. 2018**

Le préfet et par délégation
la Secrétaire générales


Béatrice OBARA